

Dubl a 25256

Książnica Pomorska



H VI 5

**DISCOURS**

PRONONCÉ PAR

**LE PRINCE LADISLAS CZARTORYSKI**

A LA SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE HISTORIQUE POLONAÏSE  
DE LONDRES

LE 3 MAI 1868

153497



DZS 103



Акц. i № 7 / 12

c.8.

A l'occasion de l'anniversaire du 3 mai, date de la Constitution polonaise de 1791, la Société littéraire historique polonaise de Londres a tenu une séance à laquelle ont assisté plusieurs Anglais de distinction ; on y remarquait entre autres les lords Harrow~~ll~~, Townshend, Campbell, Haughton, Wentworth, sir H. Verney, M. John Abel Smith, membres du parlement, M. Edmond Beales, M. Edouard Johnston, M. W. Adams Smith, M. W. L. Birkbeck, le Rév. D<sup>r</sup> Worthington. Le prince Czartoryski a prononcé, dans cette réunion, le discours suivant :

MESSIEURS,

Délégué par la *Société littéraire et historique polonaise de Paris*, pour la représenter auprès de vous à l'occasion de notre mémorable anniversaire du 3 mai, permettez-moi de rappeler le nom de celui que je viens remplacer parmi vous, permettez-moi de commencer par rendre un juste hommage à la mémoire du général comte L. Zamoyski, hommage dû à son âme si belle et si noble, mérité par ses nombreux et éclatants services. C'est la première fois que nous nous réu-

1164

8

nissons depuis qu'il n'est plus, sur cette terre généreuse et hospitalière de l'Angleterre.

... Hélas! messieurs, il semble impossible de nous retrouver sans avoir à constater de nouveaux deuils, de nouvelles injustices. A la face de toute l'Europe et par un simple ukase, le gouvernement moscovite vient de détruire la dernière trace des stipulations du traité de Vienne en notre faveur.

t/ Certes, jamais nous n'avons été bien enthousiastes de ces traités. Faits sans nous et contre nous, ils ont les premiers reconnu et sanctionné l'œuvre du partage de la Pologne. Nous ne pouvions les considérer comme le seul titre de nos droits, comme la seule base de nos légitimes réclamations. Dix siècles de notre histoire et le fait indéniable de notre existence comme nation qui dure, qui vit, qui se maintient contre toutes les tentatives de destruction, sont des titres supérieurs à un arrangement diplomatique. Et cependant, par ces traités de 1815, l'Europe garantissait la conservation du nom de la Pologne et de la nation polonaise, et les États signataires s'engageaient non-seulement à notre égard, mais surtout entre eux à l'exécution loyale de ces stipulations. Aussi, en face de cette violation flagrante d'un contrat solennel, de ce défi jeté insolemment à toutes les puissances, de ce suprême attentat contre nos droits séculaires, nous, Polonais, sans attendre les protestations de ceux qui ont le droit et le devoir de le faire, nous protestons hautement, en notre nom et au nom de la conscience de l'Europe, sûrs d'être entendus par les âmes justes et généreuses.

Après ce dernier coup porté à la Pologne, il semblerait que jamais notre situation n'a été plus triste, plus déses-

pérée. Au dedans, les ruines s'amoncellent, les individus tombent dispersés ou emportés par l'inexorable politique de nos oppresseurs, les institutions s'écroulent et disparaissent ; au dehors, nos ennemis triomphent, nos amis se découragent. Eh bien, messieurs, malgré ces apparences si tristes, si désolantes, malgré les douloureuses épreuves par lesquelles nous passons, j'affirme, répondant, je le sais, au sentiment intérieur de chaque Polonais, j'affirme que nous ne désespérons pas et que nous n'avons jamais eu moins lieu de désespérer. Mûris et instruits par l'expérience du malheur, au milieu même de nos désastres présents, nous pouvons nous écrier : « Les temps sont proches. »

En effet, notre cause change d'aspect et entre dans une phase nouvelle. L'alliance des trois puissances qui se sont partagé notre patrie, cette alliance qui, cimentée par le crime, s'appelait « sainte » dans son langage blasphématoire, et qui nous entourait d'un cercle de fer, s'est brisée ; ébranlée par la politique constante d'une grande puissance, elle s'est définitivement écroulée sous le coup de la dernière guerre d'Allemagne. L'Autriche, comprenant enfin les torts de sa politique passée, a renié toute solidarité avec ses anciens complices et se tourne vers nous. Désormais nous n'avons plus que deux oppresseurs, deux ennemis, et nous ne sommes plus inaccessibles à nos amis. L'Autriche, réconciliée avec nous et avec l'Occident, peut leur livrer passage. Ce fait, d'une importance considérable, et qui a déjà opéré un changement radical dans les rapports d'une partie de l'Europe, est loin encore d'avoir produit toutes ses conséquences ;

en attendant, nous avons déjà profité de l'éclaircie qu'il a de prime-abord amenée dans notre situation.

Tandis que la Russie s'acharne à détruire les bases mêmes de notre existence nationale et de notre civilisation, et qu'elle attise contre nous les passions brutales et les instincts antisociaux des masses moscovites; tandis que la Prusse, érigeant par la conquête, au nom du principe des nationalités, sa nouvelle puissance, foule au pied ce même principe en Pologne, et malgré sa grandeur actuelle, ne dédaigne pas de continuer le rôle subalterne et honteux d'aide de l'opresseur moscovite; l'Autriche nous laisse respirer librement en Galicie et semble sincèrement disposée à accorder à cette province une véritable autonomie. La Galicie est devenue aujourd'hui notre dernier et unique refuge. Sur toute l'étendue de l'ancienne Pologne, c'est le seul point où nous pouvons parler, écrire et agir comme des Polonais.

Cette amélioration sensible dans le sort d'une de nos provinces nous impose des devoirs. Montrons d'abord que lorsqu'on nous restitue avec franchise et sans arrière-pensée nos droits et nos libertés, nous savons en user sagement. Jusqu'ici, nos oppresseurs ne se sont pas fait faute de nous représenter comme une nation ingouvernable : tantôt ils disent que nous ne méritons pas la liberté, parce que nous en abusons sitôt qu'on nous l'accorde; tantôt ils répètent qu'en désirant le rétablissement de notre patrie, nous ne voulons que le retour de privilèges surannés et d'anciens abus.

Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui nous oppriment, et leurs organes qui tiennent à notre égard un pareil langage. La nation allemande, maintenant si favorisée

par le succès, si près de la limite de ses désirs, cette nation aujourd'hui puissante et prospère, dont nous ne menaçons et ne pouvons menacer ni l'existence ni les intérêts, n'a pu encore faire pénétrer dans sa conscience le sentiment de la justice à notre égard. Heureuse elle-même, elle ne sait pas respecter notre malheur. Nous avons toujours eu et nous conservons des sympathies dans l'Allemagne du Sud, et les Allemands d'Autriche reviennent envers nous à de meilleurs sentiments; mais partout où s'étend et pénètre l'esprit prussien, dès qu'il s'agit de la Pologne, l'Allemand et le Russe se tendent la main. Il y a en Allemagne des historiens qui écrivent volume sur volume pour prouver philosophiquement la nécessité des partages de notre patrie et l'impossibilité de son rétablissement. Il y a des orateurs et des publicistes qui manquent rarement l'occasion de nous lancer quelque trait injurieux. Il y a des organes de la presse qui se font complaisamment l'écho des calomnies moscovites; des professeurs qui les érigent en système et qui les enseignent dans les écoles. Cette nation intelligente par excellence abuse de son intelligence pour nous décrier comme un peuple arriéré, privé de sens politique, incapable de se gouverner, condamné fatalement à la servitude et à la mort. Cette injustice constante sans raison ni motif, injustice odieuse de la part d'une nation à laquelle nous ne faisons et ne voulons aucun mal, nous blesse profondément et nous attriste, mais devrait attrister surtout les Allemands.

Les peuples forts et civilisés sont justes et généreux; puissants et grands, ils ne s'abaissent pas à des sentiments si

petits et si mesquins qui ne font qu'atteindre leur propre honneur et leur propre dignité. Du reste, cette alliance hybride de l'Allemagne civilisée et de la Russie barbare ne peut amener que de funestes résultats pour l'Allemagne elle-même. La Russie agrandie s'élèvera contre sa voisine, et déjà, dans ses provinces allemandes, elle montre quel système elle suivra envers la race germanique dès qu'elle n'aura plus besoin de son appui.

Quant aux attaques dirigées contre nous, nous avons aujourd'hui, en Galicie, l'occasion et les moyens d'une noble réponse. Prouvons, par une bonne administration de nos affaires, que nous sommes parfaitement capables de nous gouverner; démontrons par notre conduite que le sens politique ne nous fait pas défaut; établissons la concorde entre toutes les classes de notre société; élevons et instruisons les masses; travaillons ardemment au développement matériel et moral du pays, et nous triompherons ainsi des préventions des hommes sincères. Quant à ceux qui, par haine, s'attachent à nous humilier, nos actes les réduiront au silence.

N'oublions pas non plus qu'en nous livrant à ce travail, nous ne devons pas songer à la Galicie seule, mais à toute notre patrie. Puisque, en effet, la vie nationale se retire et se concentre dans cette province, nous devons profiter des droits et des libertés que nous restitue le gouvernement autrichien pour retremper et fortifier l'esprit polonais et pour le préparer dignement à de plus hautes et de meilleures destinées. La Galicie est désormais le centre autour duquel viendront se grouper les autres parties de la Pologne : loin d'être en opposition avec les intérêts de la monarchie autri-

chienne, loin de l'exposer à un danger ou même à un affaiblissement, nous devenons au contraire pour elle un élément de force.

Aujourd'hui notre cause n'est plus simplement une question de pure sympathie et de sentiment, une question de droit abstrait et de justice, comme on aimait à la présenter jusqu'ici. Elle est devenue pour l'Europe civilisée une question d'intérêt général, de nécessité pratique, d'utilité politique; elle cesse d'être comme une île au milieu d'autres causes européennes, sans attache, sans lien avec elles, isolée, exclusivement polonaise. Nous ne sommes plus seuls, nous avons des alliés naturels, nos intérêts sont liés avec d'autres intérêts menacés par les mêmes ennemis. Nous entrons comme un anneau, comme un membre, dans tout un système politique qu'il faut défendre et conserver.

A la suite des événements de 1866, en présence des conséquences qu'ils ont amenées, on commence généralement à comprendre que la Prusse absorbant l'Allemagne et la Russie attirant les Slaves, étroitement unies par une solidarité séculaire et pour ainsi dire soudées l'une à l'autre sur le corps de la Pologne, sont une menace et un danger pour le reste de l'Europe. On commence à comprendre que pour dissoudre cette union redoutable, pour séparer à jamais ces deux puissances, il faut les disjoindre territorialement et placer entre elles soit un puissant empire réunissant en un faisceau les peuples habitant de la Vistule à l'Adriatique, soit deux États fortement unis, l'un sur la Vistule, l'autre sur le Danube.

Mais le danger qui vient de la Russie est encore plus immédiat que les conséquences lointaines de l'union de cette

puissance avec la Prusse. Les révélations sur la propagande russe parmi les Slaves de l'Autriche et de la Turquie, les manifestations panslavistes du Congrès ethnographique de Moscou ont dévoilé à l'Occident les vues envahissantes de la Russie. Nous les connaissions depuis longtemps et nous en suivions avec anxiété les progrès effrayants. Mais on ne voulait pas nous croire ; on nous taxait d'exagération. Enhardie par le succès, la Russie ne dissimule plus l'idée de l'agglomération slave, réunissant en une masse docile plus de cent millions d'hommes sous une seule main, sous la main d'un maître absolu. La lumière s'est faite également sur l'esprit de ce « jeune parti russe » qui pousse à l'extension au dehors, sur ses tendances destructives et profondément hostiles à toute civilisation occidentale.

En face de ces symptômes menaçants, on comprend de plus en plus que la conservation et la consolidation d'un fort et puissant empire sur le Danube est une nécessité politique de premier ordre pour l'Europe et pour la civilisation de l'Occident. Dans ces circonstances, les Polonais, réconciliés avec l'Autriche, assurés qu'ils n'ont rien à craindre de son côté pour le libre développement de leur vie nationale, doivent soutenir cet empire sincèrement, dans toute la mesure de leurs forces et par tous les moyens dont ils disposent. En les voyant si utiles aux intérêts communs, l'Europe sera nécessairement amenée à considérer le rétablissement de leur patrie comme une condition indispensable à la conservation de l'empire des Habsbourg, et comme la dernière et la plus efficace garantie contre l'invasion du moscovitisme.

Pour l'accomplissement de cette tâche élevée et éminem-

ment européenne, les Polonais doivent donner franchement la main à leurs alliés naturels ; ils doivent s'unir intimement avec le peuple sur lequel désormais repose principalement la fortune du grand empire de l'Est. Les Hongrois, cette illustre et noble nation, ont été vaincus comme nous, et ont souffert comme nous ; mais ils se sont relevés, nous donnant ainsi un grand encouragement et un grand exemple ; ils se sont relevés avec plus d'éclat que jamais, et semblent appelés à de hautes destinées dans cette partie de l'Europe. Ils ont eu un passé aussi glorieux que le nôtre, et, dans ce passé, une mission historique à remplir semblable à la nôtre. Ils ont eu à combattre les mêmes ennemis et à défendre les mêmes intérêts que nous, et leur sort a été plusieurs fois mêlé à celui de notre patrie. Une naturelle et instinctive sympathie attirait toujours et attire encore l'une vers l'autre ces deux nations. Différentes d'origine, elles présentent une singulière ressemblance dans leur caractère, dans leurs mœurs, dans leur organisation sociale, dans leurs anciennes institutions. Toutes deux ont été, de temps immémorial, animées d'un ardent amour de la liberté, de cette liberté de bon aloi qui élève l'individu.

Liés dans le passé, mêlant, il y a vingt ans à peine, leur sang sur le même champ de bataille, les Hongrois et les Polonais sont aujourd'hui unis de nouveau par les mêmes intérêts, menacés par les mêmes dangers, enveloppés dans la même haine de leurs communs adversaires. Les Russes et les Russophiles associent toujours leurs deux noms dans leurs attaques et leurs invectives. Il semble que la Providence appelle en ce moment ces deux nations à reprendre

leur mission d'autrefois, à redevenir les deux boulevards de l'Europe et de la civilisation occidentale contre la nouvelle barbarie, contre le moscovitisme.

C'est sur cette base et pour cette cause, pour la défense commune contre la Russie, que nous devons offrir aux Hongrois notre amitié et notre concours et établir avec eux une entente intime. Mais cette union ne peut ni ne doit s'établir sans conditions. Au contraire, l'union entre les Polonais et les Hongrois doit se faire sur des termes précis et bien définis. Nous devons poser franchement nos conditions, parce que nous ne pouvons pas oublier que nous sommes Slaves et que nous avons des devoirs à remplir envers les peuples slaves.

Les Moscovites ne cessent de nous décrier comme ennemis des Slaves, comme traîtres à leur cause, comme des Judas au sein de cette grande famille, et nous affirmons que nous sommes leurs amis véritables et désintéressés. Et certes nous avons le droit de le dire, car nous voulons leur prospérité réelle et nous sommes les implacables adversaires de leur absorption. Seuls, parmi les Slaves, nous savons ce qu'est la Russie et quel sort attend les infortunés qui se fient à ses promesses.

Abusant de l'inexpérience politique des Slaves, exploitant leurs impatiences et leurs animosités, la Russie les pousse à ce malheureux système d'abstention, de négation absolue et d'exigences exagérées qui entrave l'œuvre de consolidation de l'Autriche. Flattant leur amour-propre et leur ambition, elle leur promet un royaume tchèque, un royaume serbe, un royaume bulgare, et les berce des rêves d'une grandeur

future qu'ils doivent trouver dans leur union avec le colosse du Nord. Elle veut leur persuader qu'ils appartiennent à un monde à part, monde nouveau, meilleur que celui de l'Occident; qu'ils sont avec elle les représentants d'une nouvelle civilisation et que sous sa direction ils sont appelés à régénérer l'Europe vieillie. Elle les tente par les brillantes perspectives de la domination universelle qui leur appartiendra s'ils prennent le czar pour guide.

Notre devoir à nous Polonais est de prémunir les Slaves contre les pièges qui les entourent, de les arracher des bras de la Russie, de les conserver, autant que nous le pouvons, à la civilisation occidentale. Nous devons nous efforcer de les réconcilier avec l'empire dont ils sont membres, et de leur faire abandonner la politique stérile de l'abstention. Nous devons prendre sur nous le rôle d'intermédiaire entre eux et les Hongrois, et de trait d'union entre eux et l'Europe. Mais pour remplir ce rôle et pour suffire aux devoirs qu'il nous impose, il nous faut porter haut le drapeau des autonomies provinciales et nationales.

Sans demander des concessions politiques qui pourraient nuire à l'unité, à l'intégrité, à la force de l'empire, nous devons insister fermement, pour nous et pour les Slaves, sur une franche et large autonomie administrative embrassant tout ce qui est indispensable au développement libre de la vie nationale. Ce que nous désirons pour nous-mêmes en Galicie, nous le demandons résolûment et hautement pour les Tchèques, pour les Croates, pour les Serbes.

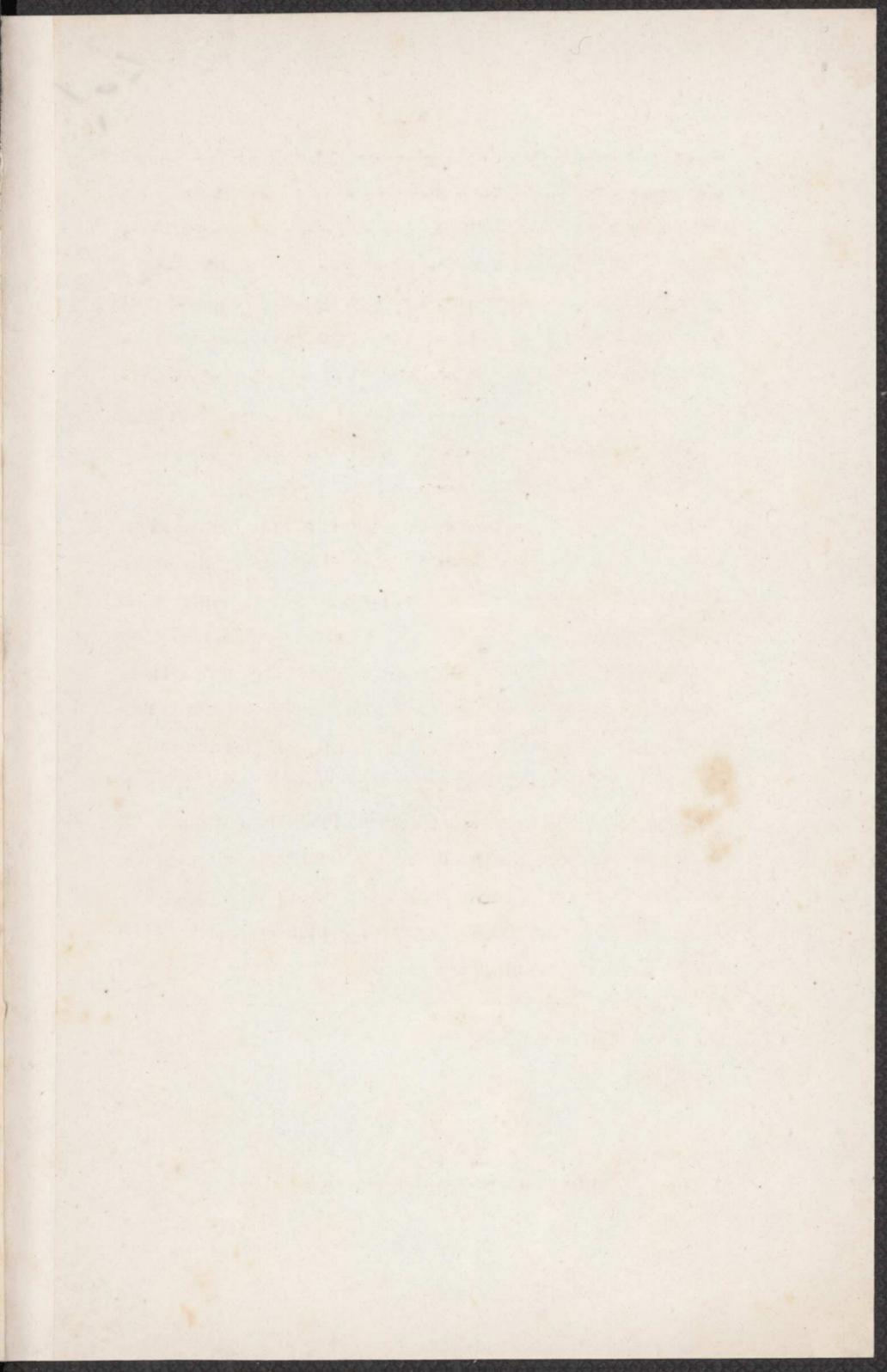
Ne doutons pas que les Hongrois ne trouvent ces conditions toutes naturelles et pleinement acceptables. Nous les



croyons sincères dans leurs promesses aux Slaves. Ils n'ont pas l'esprit absorbant et dénationalisant des Allemands, cet esprit minutieux qui descend aux détails, s'infiltré partout, s'attache à la langue, à l'école, aux petites affaires locales pour tout germaniser et tout accaparer. Les Hongrois sont plus libéraux et plus grands dans leurs procédés; ils sauront donner franchement et sans arrière-pensée, et ne songeront pas à retirer peu à peu ce qu'ils auront donné en une fois. Aussi, nous pouvons leur tendre la main sans crainte de faillir à aucun devoir envers nos frères Slaves.

Nous pouvons et nous devons nous unir avec eux pour la lutte qui peut venir d'un jour à l'autre. Dans cette lutte, nous aurons à défendre non-seulement les intérêts politiques et la sécurité matérielle de l'Europe, mais son ordre social et moral; nous aurons à défendre cette liberté qui rehausse la dignité de l'homme contre l'esprit niveleur du moscovitisme. Dans cette lutte, nous vaincrons, et si par malheur nous devions succomber, nous tomberions du moins avec honneur et gloire, les uns et les autres; mais alors qu'on y songe bien en Occident, les Russes ne rencontreraient plus aucun obstacle sur leur chemin; une fois l'Autriche abattue, leurs hordes victorieuses planteraient bientôt leurs tentes sur les rivages de l'Adriatique.



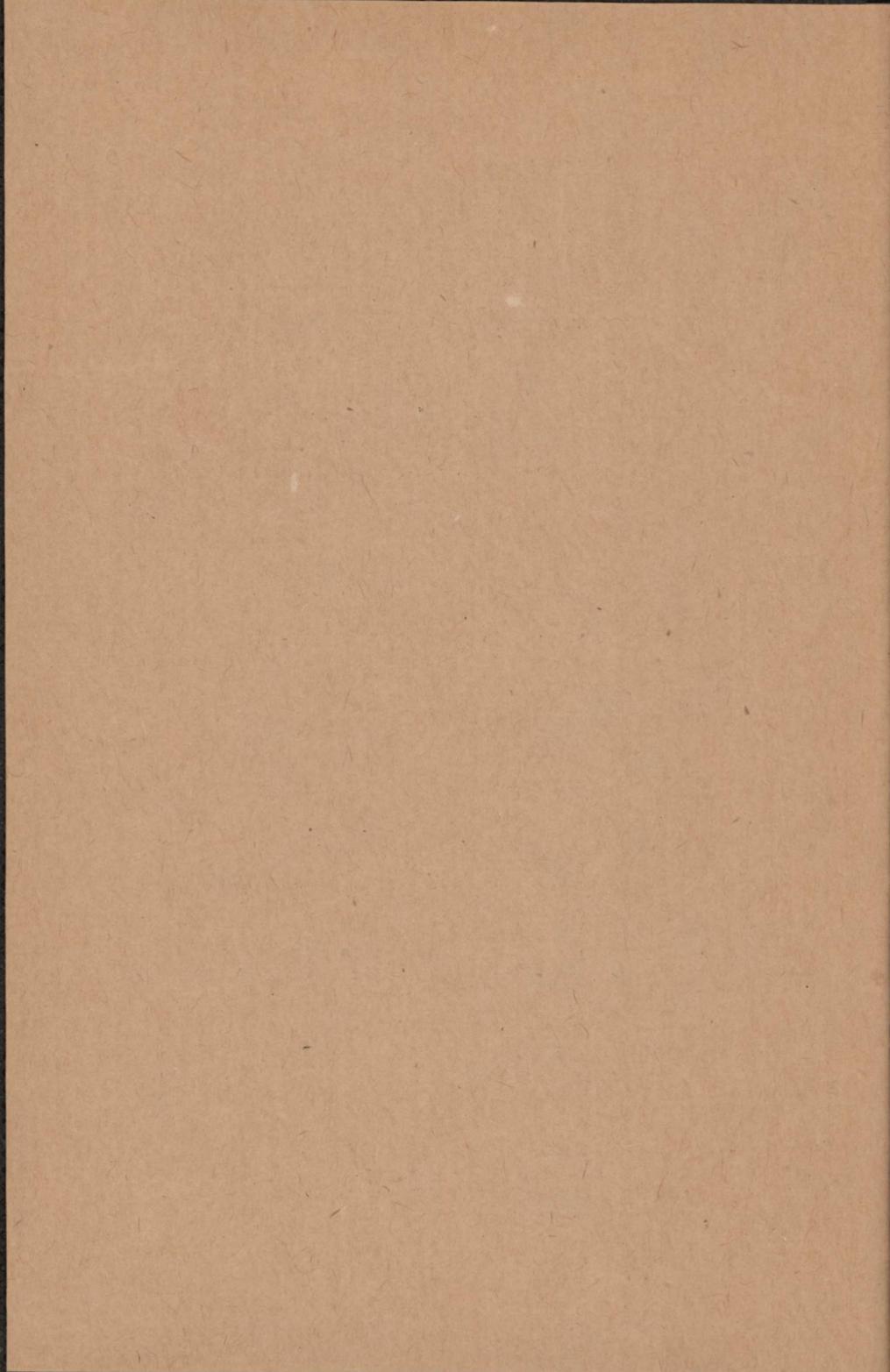


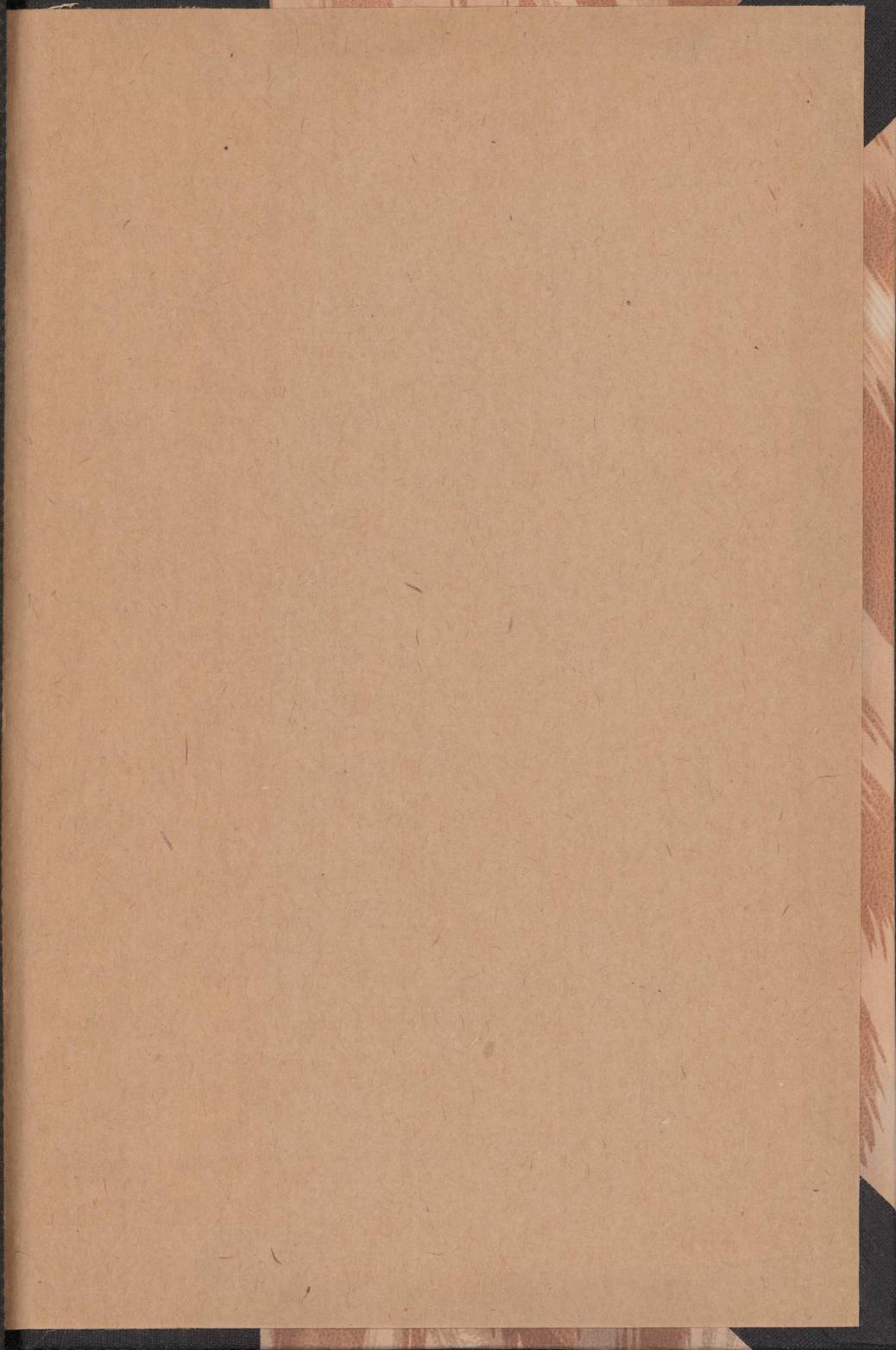
107, 1

50 ✓  
1

P

10-000,







KSIAŻNICA POMORSKA

H VI 5

D25 103

Oddział DŻS